

L'Afrique et l'ami chinois

●●● **Christine von Garnier**, Lausanne

Sociologue, journaliste,

Antenne suisse du Réseau Foi et Justice Afrique-Europe

La position du continent africain envers la Chine a été résumée par le président sud-africain Jacob Zuma lors du récent Forum de coopération Chine-Afrique (juillet 2012, Pékin). Il a mis en garde contre la persistance d'une relation commerciale déséquilibrée, dans laquelle l'Afrique fournirait les matières premières (pétrole, uranium, fer, cuivre, coltan, etc.) et les Chinois ce qu'ils décideraient d'investir et où : « Ce modèle de commerce n'est pas viable à long terme. L'expérience passée de l'Afrique avec l'Europe appelle à la prudence avant d'engager de nouveaux partenariats économiques. »

Une expérience coloniale encore d'actualité, avec les institutions financières internationales et les Accords de partenariats économiques (APE). Ceux-ci sont en partie bloqués par les Africains face aux exigences de Bruxelles et parfois à sa mauvaise foi (l'Europe envoie des biens subventionnés qui torpillent la production locale, surtout agricole). Les Etats-Unis, qui subventionnent fortement leur coton, faisant perdre ainsi des millions de dollars aux producteurs africains, ne sont pas en reste.

Mais alors que les puissances occidentales s'irritent et piétinent, la Chine, elle, renforce massivement sa présence économique sur le continent africain. L'Empire du Milieu a stupéfié les Européens en annonçant, lors du Forum de

cet été, le doublement du montant de ses prêts et investissements par rapport à 2009 : 20 milliards de dollars pour les trois prochaines années ! Le président chinois Hu Jintao a souligné que ces prêts et investissements serviront à la formation professionnelle, au développement de l'agriculture, de l'industrie et des infrastructures : « La Chine soutient de tout cœur et avec sincérité la voie de développement choisie par le peuple africain ; la Chine est un ami et un frère de l'Afrique. »

Selon le ministre chinois du Commerce, les échanges ont atteint le montant de 166 milliards de dollars, une hausse de 83 % par rapport à 2009. Durant les dix dernières années, les exportations africaines vers la Chine seraient passées de 5,6 milliards à 93,2 milliards de dollars. A titre de possible comparaison, l'UE a exporté en 2007 dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) pour 39 milliards d'euros et a importé pour 40 milliards euros des ACP. D'autre part, les investissements directs chinois en Afrique ont progressé de 60 %, pour atteindre 14,7 milliards de dollars à la fin 2011, et plus de 2000 entreprises chinoises sont présentes en Afrique.

Même les désordres géopolitiques dans certains pays ne sont pas un frein à l'implantation chinoise. Au contraire. Si officiellement la Chine montre une

économie

En matière de colonisation de l'Afrique, la Chine aujourd'hui fait « mieux » que l'Europe. Une situation plutôt bien acceptée en Afrique, même si certains revirements commencent à se faire jour.

réserve diplomatique (Soudan, Zimbabwe), cela n'empêche pas les groupes chinois de s'implanter là où les Occidentaux se retirent.

Colonisation chinoise

Pour les pays africains, les relations commerciales avec Pékin ouvrent donc de nouveaux horizons de développement. Mais pourquoi l'ami chinois est-il si généreux ? C'est que l'Afrique détient des ressources naturelles qui permettent à l'industrie chinoise de se développer rapidement et de combler ses énormes besoins. Le continent représente en sus un marché d'un milliard de consommateurs attirés par des produits meilleur marché que ceux des Européens. Il y a donc indubitablement des côtés positifs pour le continent africain, comme le souligne le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et même le FMI.

Mais des zones d'ombres à cette colonisation économique ultralibérale et démographique sont vite apparues. Colonisation, un mot que la Chine ne veut pas reconnaître... et pourtant ! Pékin utilise des méthodes probablement pratiquées en Chine, mais qui heurtent des populations africaines souvent conscientes de leurs droits et défendues par des ONG (interdites en Chine) : conditions sociales et environnementales déplorables, concurrence déloyale, ignorance des lois locales, importation massive de ses propres ouvriers... sans mentionner la corruption dans les affaires comme partout d'ailleurs.

Si les gouvernements ferment les yeux, c'est parce que le chômage diminue ; mais des populations locales se révoltent. En Zambie, à Sinazongwe, un responsable chinois de la mine de

Collum Coal a été tué le 5 août dernier par des mineurs car leur salaire minimum n'avait toujours pas été fixé. En 2010, deux responsables de cette même mine avaient tiré sur des manifestants. En Namibie, un syndicat a dénoncé une concurrence déloyale et l'ONG Swakopmatters tente de défendre désespérément, à renfort d'experts, les dégâts que causeraient plusieurs mines d'uranium étrangères sur la faune et la flore maritime et du désert. En Afrique du Sud, les puissants syndicats sont aussi montés au créneau pour défendre leur droit du travail. Ailleurs, des Chinois ont été pris en otage.

Pékin, qui n'aime pas du tout les critiques des journalistes, riposte en contribuant à la formation de journalistes gouvernementaux africains, qui doivent couvrir d'une « manière positive » les activités des Chinois en Afrique. L'agence de presse chinoise *Xinhua* possède déjà plus de vingt bureaux sur le continent. Et les entrepreneurs chinois présents en Afrique ont signé une « déclaration de responsabilité sociale » dans laquelle ils disent vouloir respecter les coutumes locales, accélérer les transferts de technologies, contribuer à l'impôt local et protéger l'environnement.¹ Plus largement, une vaste mutation est en cours sur le continent africain où sont aussi actifs d'autres pays : Inde, Brésil, Corée du Sud, Turquie. Les Etats-Unis comme les Israéliens sont surtout présents dans le domaine militaire. L'Egypte n'est pas en reste : le président Morsi a effectué son premier voyage à l'étranger en Chine. Lui aussi un frère...

Chr. von G.

1 • On pourrait en demander de même à des filiales locales de certaines entreprises basées en Suisse, comme Glencore ou Xstrata.

Christine von Garnier
- *L'oiseau migrateur*
Journal Suisse-Namibie
(1986-2009), Paris,
Harmattan 2010,
170 p.

- *L'Afrique pour passion. 10 ans de plaidoyer en Suisse et ailleurs*, St-Maurice,
Saint Augustin 2010,
222 p.